

# GUIDE DE PROJETS 2020-2021

## 1. Projet Facebook

**Organisme** : Centre pour femmes immigrantes de Sherbrooke

**Responsable de l'organisme** : Nathalie Araneda

**Juristes superviseur.e.s du projet**: Me Julie Beauchemin et Me Annie Émond

**Description** :

Le Projet Facebook consiste en la rédaction de billets d'information juridique destinés à être publiés sur la page Facebook de l'organisme. Chaque étudiant.e bénévole travaillera sur un volet différent : la violence conjugale dans un contexte migratoire ou la cyber-violence, la discrimination et le racisme dans un contexte interculturel. En complément à ces publications, les étudiant.e.s devront rédiger ensemble un court mémoire de recherche à l'intention de l'organisme, dans le but d'approfondir le contenu de ces billets d'information.

Les étudiant.e.s devront indiquer dans leur inscription pour quel volet ils souhaitent postuler.

**Nombre d'étudiant.e.s pour ce projet** : 2

**Prérequis** :

- ✓ Pour le volet 1, soit la violence conjugale dans un contexte migratoire, avoir suivi les cours de DRT102 Droit pénal 1 et de DRT218 Droit de la famille
- ✓ Pour le volet 2, soit la cyber-violence, le racisme et la discrimination, avoir suivi les cours de DRT118 Droit des personnes et DRT102 Droit pénal 1 Droit pénal général

## 2. Formations en droit de la famille

**Organisme** : MomentHom (Maison Oxygène)

**Responsable de l'organisme** : Bruno Bourgoin

**Juriste superviseur.e du projet** : Me Hélène Lacroix

**Description** :

Les étudiant.e.s devront bâtir deux formations à l'intention des intervenant.e.s du réseau québécois de MomentHom. La première formation aura comme sujet le partage des biens en cas de séparation ou de divorce et la deuxième formation aura comme sujet l'outrage au tribunal en matière familiale. Les étudiant.e.s devront monter les formations et créer le matériel à cette fin.

**Nombre d'étudiant.e.s pour ce projet** : 2

**Prérequis** :

- ✓ Avoir suivi les cours DRT218 Droit de la famille et DRT103 Procédure civile I

### 3. Guides d'informations pour les commerçant.e.s

**Organisme :** Commerce Sherbrooke/Pro-Gestion Estrie

**Responsable de l'organisme :** Charles-Olivier Mercier

**Juriste superviseur.e du projet:** Me Philippe Brouillette et Me Letta Wellinger

**Description :**

Les étudiant.e.s devront réaliser un guide d'informations à l'intention des commerçant.e.s de Sherbrooke. Chaque équipe, composée de deux étudiant.e.s, travaillera respectivement sur la faillite commerciale et sur les enjeux juridiques du numérique. Les bénévoles devront notamment faire appel à des professionnels de ces deux domaines pour l'écriture de ces guides. Il s'agit d'un projet idéal pour faire du réseautage dans le domaine du droit des affaires!

Les étudiant.e.s devront indiquer dans leur inscription pour quel volet iels souhaitent postuler.

**Nombre d'étudiant.e.s pour ce projet :** 4

**Prérequis :**

- ✓ Avoir suivi le cours DRT113 Droit de l'entreprise I
- ✓ Les étudiant.e.s suivant le cours DRT532 Droit de la faillite seront priorisés pour le volet "Faillite"
- ✓ Les étudiant.e.s suivant le cours DRT584 Droit du commerce électronique seront priorisés pour le volet "Enjeux juridiques du numérique"

### 4. Soutien au service d'aide aux consommateur.rice.s

**Organisme :** Association coopérative d'économie familiale (ACEF)

**Responsable de l'organisme :** Sylvie Bonin

**Juriste superviseur.e du projet:** Me Simon Delisle-Beaulieu

**Description :**

Les étudiant.e.s devront fournir de l'information juridique à l'ACEF pour aider le service d'aide aux consommateur.rice.s. Les intervenant.e.s du service d'aide donneront des mandats de recherche aux étudiant.e.s bénévoles. Ces dernier.ère.s devront alors faire les recherches juridiques pertinentes pour ensuite rédiger des mémos de recherche.

**Nombre d'étudiant.e.s pour ce projet :** 2

**Prérequis :**

- ✓ Les étudiant.e.s suivant le cours DRT546 Droit des contrats seront priorisé.e.s

### 5. Protective supervision, courts and specific programs for loved ones with mental illness

**Organisme :** Mental Health Estrie

**Responsable de l'organisme :** Tanya Gibson

**Juriste superviseur.e du projet :** Me Geneviève Griffin et Me Marie-Claude Laquerre

**Description :**

Les étudiant.e.s devront fournir de l'information juridique à Mental Health Estrie de manière à aider les familles et les personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale. Dans un premier temps, un étudiant.e créera à l'automne 2020 un guide sur le premier volet du projet, à savoir les régimes de protection pour les personnes ayant des problèmes de santé mentale (guide n°1). Puis, un second guide sera créé à l'automne 2020 par deux étudiant.e.s. Ce guide abordera le deuxième volet du projet, soit le processus judiciaire propre aux personnes ayant des problèmes de santé mentale (guide n°2). Finalement, le dernier guide sera créé à l'hiver 2020 par deux étudiant.e.s et aura pour objet le volet final du projet. Il s'agira d'un guide sur les programmes spécifiques offerts, dont le *Programme d'accompagnement justice santé mentale* (guide n°3).

**Nombre d'étudiant.e.s pour ce projet :** 3

**Prérequis :**

- ✓ Pour le premier volet (guide n°1), avoir suivi le cours DRT 118 Droit des personnes
- ✓ Pour le second volet et le volet final, (guides n°2 et 3), avoir suivi les cours DRT 118 Droit des personnes et DRT102 Droit pénal I

**Formation spécifique :**

- ✓ Les étudiant.e.s attiré.e.s à ce projet seront formé.e.s par des étudiantes à la maîtrise en travail social sur les enjeux fréquemment rencontrés par les personnes vivant avec un trouble de santé mentale ou par leurs proches.

## **6. Balado *Pro Bono pour l'accès à la justice* et capsules de vulgarisation juridique**

**Organisme :** Radio CFAK

**Responsable de l'organisme :** Éric Laverdue

**Juriste superviseur.e du projet :** Me Pascal Fréchette, Me Isabelle Doyon, Pre. Marie-Pierre Robert et Me Charles Michaud

**Description :**

Le projet consiste en la création, par les étudiant.e.s bénévoles, de capsules d'information juridique portant sur les domaines de droit que sont le droit du logement, le droit de la famille, le droit criminel et le droit du travail. Quatre équipes seront créées, soit trois étudiant.e.s par domaine de droit. Chaque équipe devra développer un total de vingt-cinq capsules d'environ 10 à 12 minutes sur des sujets de leur choix portant sur leur domaine de droit. Ces capsules seront présentées dans la programmation officielle de la Radio CFAK, mais également via le balado *Pro Bono pour l'accès à la justice*.

**Nombre d'étudiant.e.s pour ce projet : 12**

**Prérequis :**

- ✓ Pour le volet droit du logement, avoir suivi le cours DRT546 Droit des contrats
- ✓ Pour le volet droit de la famille, avoir suivi le cours DRT218 Droit de la famille
- ✓ Pour le volet droit criminel, avoir suivi le cours DRT102 Droit pénal I
- ✓ Pour le volet droit du travail, avoir suivi le cours DRT107 Droit du travail I

## **7. Capsules sur l'endettement personnel**

**Organisme :** Carrefour Jeunesse-Emploi

**Responsable de l'organisme :** Pascal Cloutier

**Juriste superviseur.e du projet:** Me Benoît Massicotte

**Description :**

Les étudiant.e.s devront créer 10 courtes capsules vidéos, d'une durée de 1 à 1 minute 30 secondes, sur l'endettement personnel. Ces vidéos seront disponibles pour les jeunes de l'organisme, dans le but de les sensibiliser et de les renseigner sur ce sujet.

**Nombre d'étudiant.e.s pour ce projet : 2**

**Prérequis :**

- ✓ Les étudiant.e.s suivant le cours DRT532 Droit de la faillite seront priorisé.e.s

## **8. Projet consentement**

**Organisme :** Maison Jeunes-Est

**Responsable de l'organisme :** Marie-Andrée Prévost-Boisvert

**Juriste superviseur.e du projet :** Me Marie-Pier Trépanier et Me Karolanne Bonin

**Description :**

Le projet consiste en la préparation, par les étudiant.e.s bénévoles, d'un guide informatif d'une quinzaine de pages au sujet du consentement. Les étudiant.e.s attiré.e.s à ce projet devront développer un guide à partir de la recherche effectuée l'année dernière dans le cadre du Projet École – Consentement. Les sujets abordés dans le guide concerneront entre autres les points suivants :

- Le consentement sexuel libre et éclairé
- Les différents types d'infractions à caractère sexuel (partage de sexto, partage de photos de personnes nues, pornographie juvénile, attouchement, viol, harcèlement sexuel, etc.)
- Le dossier criminel et son impact
- Le droit des parents (dans le cas où les parents entameraient des procédures pour leur enfant)

Concernant le second volet, les étudiant.e.s devront développer une présentation pour les intervenant.e.s de la Maison Jeunes-Est. Cette présentation aura pour contenu les différents

sujets abordés dans le guide informatif. Les étudiant.e.s bénévoles devront également présenter leur contenu à des jeunes de secondaire cinq. En effet, la session d'hiver 2021 sera consacrée aux présentations dans les écoles secondaires de la région sherbrookoise.

**Nombre d'étudiant.e.s pour ce projet : 2**

**Prérequis :**

- ✓ Avoir suivi le cours DRT102 Droit pénal I

## 9. Concours de plaidoirie CSQ

**Organisme :** Juripop

**Responsable de l'organisme :** Mariya Voloshyn

**Juriste superviseur.e du projet:** À venir

**Description :**

Depuis 2011, le Concours de plaidoirie CSQ-Juripop se veut une activité formatrice pour les élèves de 4e et 5e secondaire, ainsi que les cégépiens qui s'intéressent de façon générale au droit et à la justice. Bien qu'ils travaillent à partir des mêmes faits, les étudiants du secondaire et ceux du collégial s'affrontent dans deux compétitions distinctes. Ce projet consiste en deux étapes ; des ateliers préparatoires et une simulation de procès. Les ateliers sont fournis « clé en main » par l'équipe de Juripop. Le concours se déroule en 3 joutes au secondaire comme au Cégep : quarts de finale, demi-finales et grandes finales. À travers le projet, nous tentons de reproduire l'ambiance d'un procès de la façon la plus réaliste que possible. Ainsi, nous mettons en scène des témoins, un accusé, deux procureurs de la Couronne, deux avocats de la défense (tous joués par les étudiants), ainsi qu'un juge et un jury-évaluateur (tous joués par des avocats ou juges en poste ou à la retraite).

Chaque équipe est jumelée à un avocat-mentor et à deux étudiants en droit (vous) qui rencontrent les équipes à raison d'environ 1h30 heures par semaine (5 semaines à l'automne, environ 10 semaines à l'hiver, incluant ateliers et préparation). Une heure est consacrée à la théorie et 30 minutes à des exercices pratiques sur la matière vue. Lors de la session d'automne, ce sont les bénévoles-étudiants qui se chargent de transmettre aux participants les principales notions de base en droit criminel. Pour cette même période, l'avocat-mentor a comme mandat d'assister les étudiants en droit en leur donnant des éclaircissements, le cas échéant. Ainsi, trois ateliers ont lieu à l'automne et les thèmes abordés sont les suivants :

- Introduction au droit
- Fardeau de preuve
- Moyens de défense

**Nombre d'étudiant.e.s pour ce projet :** À déterminer

**Prérequis :**

- ✓ Avoir suivi DRT102 Droit pénal I - Droit pénal général et DRT202 Droit pénal II - Procédure pénale

## 10. La tente juridique

**Organisme :** La tente juridique

**Responsable de l'organisme :** Me Chloé Beudet-Centomo

**Juristes superviseur.e.s du projet:** Me Chloé Beudet-Centomo, Me Vincent Dubuc-Cusick, Me Geoffroy Huet, Me Philippe Dion

### **Description :**

La Tente juridique est un dispensaire d'information juridique destiné aux petites municipalités, créé et animé par les étudiant.es, regroupé.es en équipe. Le principe est simple, les étudiant.es choisissent une communauté mal desservie par les services existants d'information juridique où ils et elles désirent s'installer une journée de fin de semaine pour y planter leur tente dans un lieu de rassemblement de la municipalité et y offrir gratuitement de l'information juridique aux citoyens qui le demandent.

Il s'agit d'un projet d'envergure, réalisé en collaboration avec la Clé de vos droits, qui est un projet idéal pour ceux et celles qui désirent avoir un contact direct avec des membres de la communauté estrienne.

Le projet n'est accessible qu'aux étudiant.e.s qui seront en session d'étude à l'automne 2020 et à l'été 2021. *Ce projet n'est donc pas offert aux étudiant.e.s en cheminement régulier.*

**Nombre d'étudiant.e.s pour ce projet :** 5

### **Prérequis :**

- ✓ Être au moins à sa 3e année au baccalauréat en droit
- ✓ Être dans l'un des cheminements suivants : MBA, Coop ou common law

## 11. Guide sur les formes juridiques d'une entreprise agricole

**Organisme :** L'Arterre

**Responsable de l'organisme :** Lyne Desnoyers

**Juriste superviseur.e du projet:** Me Jean-Philippe Gérin

### **Description :**

Les étudiant.e.s devront rédiger un guide d'une dizaine de pages sur les formes juridiques d'une entreprise agricole les plus vues par l'organisme, soit les S.E.N.C., les personnes morales (« inc. »), les entreprises individuelles, les coopératives et les fiducies foncières agricoles. Ils devront présenter les avantages et les inconvénients de chacune des formes. Ils devront également aborder la notion de transfert d'entreprise agricole selon sa forme juridique.

Ce guide servira de base à une présentation donnée virtuellement au Comité de pilotage de l'ARTERRE (4 personnes), puis aux 35 agent.e.s de maillage du Québec et finalement aux aspirant.e.s-agriculteur.rice.s.

**Nombre d'étudiant.e.s pour ce projet :** 2

### **Prérequis :**

- ✓ Avoir suivi le cours DRT113 Droit de l'entreprise I

## 12. Mini-clinique juridique sur le droit agricole

**Organisme :** L'Arterre

**Responsable de l'organisme :** Lyne Desnoyers

**Juriste superviseur.e du projet :** Me Jean-Philippe Gérin

### **Description :**

Les étudiant.e.s bénévoles devront gérer la mini-clinique juridique PBSC sur le droit agricole. Par le biais d'une boîte courriel réservée à cet effet, iels devront répondre aux questions de droit agricole des agent.e.s de maillage à travers le Québec. Ces bénévoles doivent s'assurer de ne donner que de l'information juridique et de faire valider leurs réponses par leur superviseur.

Il s'agit d'un projet très formateur pour ceux et celles qui désirent avoir un contact plus direct et une excellente opportunité d'expérimenter le contact client.e!

**Nombre d'étudiant.e.s pour ce projet :** 2

### **Prérequis :**

- ✓ Avoir suivi le cours DRT113 Droit de l'entreprise I

## 13. Mémoire sur la déchéance de l'autorité parentale et l'émancipation

**Organisme :** Famille Espoir

**Responsable de l'organisme :** Sophie Caron

**Juriste superviseur.e du projet:** Me Isabelle Doyon

### **Description :**

L'étudiant.e devra rédiger un mémoire de recherche sur la déchéance de l'autorité parentale et l'émancipation d'un mineur à l'intention des intervenant.e.s de l'organisme. Ce mémoire, d'une longueur d'entre 15 et 20 pages, devra être basé sur la loi, la jurisprudence et la doctrine. Une courte rencontre avec l'organisme devra avoir lieu en fin d'année pour présenter le résultat final.

Il s'agit d'un projet idéal pour les étudiant.e.s qui décident approfondir leurs habiletés de recherche et mettre à profit leur créativité !

**Nombre d'étudiant.e.s pour ce projet :** 1

### **Prérequis :**

- ✓ Avoir suivi les cours DRT118 Droit des personnes et DRT218 Droit de la famille

## 14. Formations sur les modes de procréation assistée et sur les protections légales des personnes LGBTQ+

**Organisme :** GRIS Estrie

**Responsable de l'organisme** : Rébecca Janson

**Juriste superviseur.e du projet** : Pr. Robert Kouri

**Description :**

Les étudiant.e.s prenant part à ce projet auront deux mandats bien distincts. D'abord, iels devront développer une première formation pour les intervenant.e.s du GRIS Estrie. Cette formation abordera les différents modes de procréation assistée ainsi que les enjeux juridiques associés à chacun de ces modes. Pour le second mandat, les étudiant.e.s devront effectuer de la recherche juridique sur le sujet de la criminalisation des personnes LGBTQ+ et sur les protections légales propres aux personnes LGBTQ+. Également, une partie de ce mandat abordera la criminalisation systématique et la représentation abusive des personnes LGBTQ+ dans le milieu carcéral. À la suite de leur recherche, les étudiant.e.s développeront une seconde formation.

**Nombre d'étudiant.e.s pour ce projet** : 2

**Prérequis :**

- ✓ Avoir suivi les cours DRT118 Droit des personnes et DRT218 Droit de la famille

### 15. Mini-clinique juridique sur le droit de l'immigration

**Organisme** : Centre pour femmes immigrantes de Sherbooke

**Responsable de l'organisme** : Nathalie Araneda

**Juriste superviseur.e du projet**: Me Salif Sangare

**Description :**

Les étudiant.e.s bénévoles devront gérer la mini-clinique juridique PBSC sur le droit de l'immigration. Par le biais d'une boîte courriel réservée à cet effet, iels devront répondre aux questions de droit de l'immigration des intervenant.e.s de l'organisme. Ces bénévoles doivent s'assurer de ne donner que de l'information juridique et de faire valider leurs réponses par leur superviseur.

Il s'agit d'un projet très formateur pour ceux et celles qui désirent avoir un contact plus direct et une excellente opportunité d'expérimenter le contact client.e!

**Nombre d'étudiant.e.s pour ce projet** : 2

**Prérequis :**

- ✓ Avoir suivi le cours DRT106 Droit administratif général I
- ✓ Les étudiant.e.s suivant le cours DRT591 Droit de l'immigration et des réfugiés seront priorités

### 16. Mini-clinique juridique pour les victimes d'agressions à caractère sexuel

**Organisme** : CALACS de Granby



**Responsables de l'organisme :** Gabrielle Champagne et Isabelle Archambeault

**Juriste superviseur.e du projet :** Me Catherine Dion-Lafont

**Description :**

Les étudiant.e.s bénévoles devront gérer la mini-clinique juridique PBSC pour les victimes d'agressions à caractère sexuel. Ils devront répondre aux questions venant des intervenant.e.s du CALACS de Granby. Ces questions aborderont quelques domaines de droit dont le droit criminel, le droit de la personne et le droit du travail. Ces bénévoles doivent s'assurer de ne donner que de l'information juridique et de faire valider leurs réponses par leur superviseur.e.

Il s'agit d'un projet très formateur pour ceux et celles qui désirent avoir un contact plus direct et une excellente opportunité d'expérimenter le contact client.e!

**Nombre d'étudiant.e.s pour ce projet :** 2

**Prérequis :**

- ✓ Avoir suivi les cours DRT102 Droit pénal I, DRT 118 Droit de la personne et DRT119 Droit constitutionnel I

## 17. Le droit animalier et les feux de bâtiments agricoles

**Organisme :** Droit animalier Québec

**Responsable de l'organisme :** Me Nicolas Morello

**Juriste superviseur.e du projet:** Me Nicolas Morello

**Description :**

Les étudiant.e.s devront effectuer des recherches juridiques et rédiger une note de service sur les normes administratives et réglementaires de la gestion des bâtiments agricoles reliées avec les incendies de bâtiments qui sera à l'intention de l'organisme.

Les étudiant.e.s devront présenter la note de service à l'organisme.

**Nombre d'étudiant.e.s pour ce projet :** 2 étudiant.e.s

**Prérequis :**

- ✓ Avoir suivi le cours DRT106 Droit administratif général I

## 18. La veille sur les droits

**Organisme :** Association canadienne des libertés civiles (ACLC)

**Responsable de l'organisme :** Cara Zwibel

**Juriste superviseur.e du projet:** Cara Zwibel

**Description :**

L'étudiant.e devra rédiger des notes de service résumant les principales questions relatives aux libertés civiles qui sont soulevées dans des rapports d'organismes de protection des droits

et d'autres organismes publics. Ces rapports sont soumis par l'ACLC et se rapportent aux commissions de l'information et de la protection de la vie privée, aux commissions des droits de la personne, aux vérificateurs généraux, aux ombudsmans, aux bureaux d'examen de la police et des enquêteurs correctionnels de diverses juridictions.

**Nombre d'étudiant.e.s pour ce projet : 1**

**Prérequis :**

- ✓ Suivre la séance de formation et d'orientation en ligne offerte par l'ACLC

## **19. Sensibilisation des étudiant.e.s du secondaire aux condamnations injustifiées**

**Organisme :** Innocence Canada

**Responsable de l'organisme :** À déterminer

**Juriste superviseur.e du projet:** À déterminer

**Description :**

Les étudiant.e.s devront présenter la formation développée par Innocence Canada abordant les fausses accusations, les principales causes de condamnations injustifiées ainsi que les histoires de canadien.ne.s condamné.e.s à tort. La présentation prendra la forme d'un atelier interactif et informatif destiné aux étudiant.e.s de cinquième secondaire.

**Nombre d'étudiant.e.s pour ce projet : 2**

## **Remerciements à nos partenaires et commanditaires**

Commanditaire principal - **The Law Foundation of Ontario**

Firme partenaire - **McCarthy Tétrault LLP**

Partenaire pour la recherche juridique - **Westlaw Canada**

Commanditaire local - **The Law Foundation of Province**